

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 mars 2026

C'est en France et dans tous les pays capitalistes les plus développés, que s'impose d'urgence un changement de régime politique et économique ou social, pour en finir avec l'exploitation, l'oppression et la guerre.

Cela devrait figurer à la Une ou en gros titre des publications des partis qui se réclament du socialisme, mais ce n'est pas le cas, allez savoir pourquoi, là je fais l'idiot, si on ne le sait pas, on le divine, n'est-ce pas ?

On est gouverné par des barbares.

Ils ont porté les Talibans au pouvoir en Afghanistan, Al-Qaïda en Syrie, à qui le tour en Iran. Partout ailleurs où ils sont passés, ce n'est plus que chaos et désolation, malheur et souffrances innombrables.

Ceci explique cela.

- Guerre au Moyen-Orient: l'Inde se positionne «*en soutien d'Israël et des monarchies du Golfe*» - RFI 6 mars 2026

- Les États-Unis autorisent l'Inde à acheter du pétrole russe sous sanctions - RFI 6 mars 2026

Lu.

J-C - Pourquoi je publie ce genre de texte qui au premier abord ne relève pas de la lutte des classes ? Parce que la philosophie est une représentation idéologique qui se rapporte forcément à des rapports entre les classes, et au-delà au développement économique à un moment donné, au niveau atteint par les forces productives dirions-nous en marxiste, mais tous les lecteurs ne sont pas marxistes, j'ignore même s'il y en a.

Les philosophes se sont employés généralement à justifier l'ordre établi à leur époque, économique et politique. L'auteur de cet article, qui est un maoïste, fait de même. Je ne lui reproche pas, c'est son droit, ses réflexions sont intéressantes, par exemple quand il assume la confiscation du pouvoir politique par un parti unique, conception qu'on ne partage pas.

Quant au système de gouvernance par la loi en Chine, qui a ses faveurs, il faut préciser que la Chine étant intégrée à l'économie mondiale, mieux, elle en constitue aujourd'hui un maillon essentielle, par conséquent tous les rapports sociaux ou économiques et toutes les contradictions du capitalisme auront une influence d'autant plus importante sur la manière dont la loi est déterminée par les autorités chinoises, qu'elles n'envisagent pas d'affronter le capitalisme ou de s'en passer...

- En Chine, un penseur comme Xun Zi affirmait que «*la nature humaine est mauvaise*», ouvrant la porte au légisme. Han Fei Zi concluait qu'il fallait «*gouverner par la loi, non par la vertu*». Le légisme a ainsi été adopté lors de l'unification de la Chine à l'époque Qin complété plus tard par le confucianisme. Ces deux philosophies ont marqué la gouvernance de la Chine encore aujourd'hui, y compris dans la démocratie communiste.

En Occident, Aristote définissait l'homme comme un «*animal politique*» porté à vivre en société. Socrate et Platon pensaient que l'éducation pouvait rendre les citoyens vertueux. C'est ainsi que la démocratie représentative est née dans les cités grecques mais en excluant les femmes, les esclaves et les «*métèques*» (individus résidant dans la cité mais venus d'ailleurs). Les monarchies de droit divin se sont également développées, appuyées plus tard sur le christianisme. Mais jusqu'à l'époque des Lumières où l'influence de la Chine était soulignée par Voltaire et Leibnitz, les élites occidentales étaient héréditaires alors qu'en Chine, elles découlaient de la méritocratie des examens impériaux.

Aujourd'hui en Occident, les républiques et les monarchies constitutionnelles se sont généralisées mais toujours basées sur le multipartisme. Le problème «*consubstantiel*» à ce système est que la désignation de ceux qui débattent et prennent les décisions est liée à leur élection, donc à la satisfaction qu'ils donnent à leurs électeurs propres, à ceux qui soutiennent financièrement leur campagne électorale. Et pire, des intérêts financiers non élus font et défont les gouvernements ou même rendent des pays ingouvernables.

Au nom de la liberté et du marché, voire de règles communes d'intégration dans un ensemble multinational, il n'est plus possible dans les pays européens par exemple, de projeter l'avenir par un système de plan quinquennal qui avait pourtant fait ses preuves à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

C'est en mettant ces carences consubstantielles aux démocraties occidentales que sont mis en lumière les avantages incontestables de la démocratie chinoise en termes de stabilité et de planification à long terme.

Lu.

- Nul besoin d'être un admirateur du défunt ayatollah Khamenei (déjà malade et âgé de 87 ans, mais figure emblématique non seulement en Iran, mais dans tout le chiisme) pour constater que si l'on qualifie le régime iranien de «*régime*», il faudrait en dire autant des monarchies absolues et héréditaires qui gouvernent les pétro-royaumes arabes du Golfe, où les droits civils et politiques sont bafoués. Ce sont tous nos fidèles alliés, devant lesquels nous nous sommes souvent inclinés en Europe en échange de milliards d'investissements.

Il est absurde de qualifier les Gardiens de la révolution islamique iraniens (CGRI) de «*mouvement terroriste*», comme l'a fait le Parlement européen avec l'approbation de l'Italie et de la France, sans préciser que les terroristes islamistes sont sunnites (Daech, Al-Qaïda, etc.), et non chiïtes.

En effet, les chiites, qu'ils soient arabes ou persans, sont la cible principale de l'extrémisme terroriste sunnite, comme en témoignent les déclarations d'Oussama ben Laden, d'Abou Moussab al-Zarqaoui et d'Abou Bakr al-Baghdadi. Il convient également de rappeler que ce ne sont pas les troupes américaines, et encore moins françaises, qui ont empêché Daech de prendre Bagdad en août 2014, mais trois régiments des Gardiens de la révolution iraniens, au prix de lourdes pertes.

De même, ceux qui ont libéré le nord de l'Irak et l'est de la Syrie de l'emprise de l'État islamique étaient en grande partie des milices chiites pro-iraniennes dirigées par les Gardiens de la révolution.

Bien sûr, ce sont des souvenirs douloureux, surtout maintenant que le monde entier a reconnu un terroriste comme Abou Mohammed al-Jolani (ou Ahmed al-Charia, dont la tête était mise à prix par Washington pour 10 millions de dollars), le dirigeant syrien, que personne n'a élu mais qui a pris le pouvoir en dirigeant une milice islamiste sunnite alliée à la Turquie.

Ancien lieutenant de Zarqaoui lors des attentats contre l'ONU à Bagdad et contre les Italiens à Nassiriya, il est ensuite devenu membre de l'État islamique, fondateur du Front al-Nosra et chef de la milice djihadiste Tahrir al-Cham, à qui tout le monde serre aujourd'hui la main, y compris ceux qui accusent Pasdaran de terrorisme.

En fin de compte, le pragmatisme politique rend hypocrite tout appel aux valeurs de liberté et de démocratie. Nous renonçons à l'énergie de «l'autocrate Poutine» et l'achetons au régime du président azerbaïdjanais Ilham Alyev, au pouvoir depuis 2003, succédant à son père Heydar.

Déjà inscrit à plusieurs reprises sur liste noire pour sa répression de la dissidence et son absence de respect des droits de l'homme et des droits civils, le régime azerbaïdjanais est peut-être la seule république au monde, avec la Corée du Nord, où le pouvoir se transmet de père en fils, avec un culte de la personnalité à la clé.

De même, aujourd'hui, la propagande israélienne et américaine (portée par le martèlement habituel de médias complaisants et serviles) nous présente une juxtaposition d'images de jeunes filles iraniennes sous le règne du Shah Reza Pahlavi et de femmes portant le voile (bien que non obligatoire) dans l'Iran des ayatollahs.

Cette juxtaposition avait déjà été utilisée avec les burqas afghanes lorsque les États-Unis et leurs alliés cherchaient à exporter la démocratie à Kaboul, ville qui fut ensuite livrée aux talibans sans que le port du voile intégral n'ait jamais été aboli. Pourtant, il suffit de se pencher sur l'histoire ou d'être suffisamment âgé pour se souvenir des faits pour comprendre que la restauration de la monarchie Pahlavi à Téhéran n'est certainement pas une garantie de liberté et de démocratie. Le Shah régnait d'une main de fer, réprimant toute dissidence d'une main de fer, grâce à la tristement célèbre police politique SAVAK, et s'était proclamé «Empereur», le seul à l'époque, avec le dictateur centrafricain Jean-Bedel Bokassa, à revendiquer un tel titre. Ce n'est pas un hasard si l'empire du Shah, allié des États-Unis et d'Israël, s'est effondré suite à d'importants soulèvements populaires.

Dès lors, si l'on part du principe que le «régime» iranien est renversé, quelles perspectives ouvre l'attaque israélo-américaine ? Peut-être une seule : le chaos. L'Iran est capable de reconstituer sa classe dirigeante, décapitée par les frappes de missiles israéliens, probablement en renforçant l'influence des Gardiens de la révolution, et certainement pas celle des réformateurs.

Téhéran bénéficie du soutien discret mais concret (y compris militaire) de la Russie et de la Chine, tandis que les États-Unis et Israël pourraient fomenter des révoltes et peut-être même déclencher

une guerre civile en Iran. Cependant, leurs chances de déployer un million de soldats pour libérer Téhéran des ayatollahs et des Pasdaran semblent encore plus faibles que celles des nations européennes envoyant leurs armées combattre dans le Donbass.

De plus, Trump exhorte les Iraniens à se rebeller, tout comme George H. Bush avait incité les Kurdes et les chiites à se révolter contre Saddam Hussein en 1991 sans lever le petit doigt pour les défendre contre les représailles féroces de ce dernier.

Washington ne semble donc pas avoir de stratégie précise pour un «*changement de régime*» à Téhéran, et si tel est le cas, le désastre est inévitable : il suffit de se souvenir comment l'Irak a sombré dans le chaos et la guerre civile après la chute de Saddam Hussein et l'occupation anglo-américaine.

Tout bien considéré, il semble évident que les programmes nucléaires et balistiques iraniens ne sont que des prétextes pour plonger l'Iran, allié de la Russie et de la Chine, dans le chaos, tout comme sa production énergétique, actuellement exportée vers l'Asie, que Washington cherche à paralyser ou, à défaut, à contrôler.

En effet, l'Iran avait signé un accord international en 2015 avec l'administration Obama, accord que Donald Trump a ensuite invalidé, suivant les diktats de Benjamin Netanyahu, soulevant déjà des questions quant à savoir qui détient réellement le pouvoir au sein de l'alliance israélo-américaine.

Iran.

Agression américano-israélienne contre l'Iran : 105 infrastructures civiles touchées et 21 hôpitaux endommagés (IRCS) - french.presstv.ir 05 March 2026

Dans un communiqué publié ce jeudi, la Société iranienne a déclaré que les régimes criminels des États-Unis et d'Israël avaient mené un total de 1 333 frappes contre l'Iran depuis le début de l'offensive conjointe le 28 février, touchant 174 villes et villages à travers le pays. Au moins 636 sites ont été bombardés par les États-Unis et Israël.

Le Croissant-Rouge iranien a également indiqué que sept de ses bases avaient été touchées par des frappes américano-israéliennes et que trois de ses ambulances avaient été mises hors service.

Par ailleurs, au moins 15 établissements médicaux, dont le Centre de transfusion sanguine et l'hôpital Gandhi à Téhéran, l'hôpital Taleqani à Urmia et la clinique Minab dans la province méridionale d'Hormozgan, ont subi des dommages lors de l'agression.

Un avion de chasse F-15E Strike Eagle américain abattu par le Corps des gardiens de la Révolution islamique - french.presstv.ir 05 March 2026

Dans un communiqué publié jeudi, le service des relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) a confirmé que l'avion de chasse américain avait été abattu.

Le communiqué ajoute que les systèmes de défense aérospatiale modernes du CGRI ont ciblé l'avion de chasse mercredi matin à la périphérie sud-ouest du pays.

Trump charge la CIA d'armer les Kurdes pour mener des combats au sol en Iran.

Lu.

Les Kurdes feront office de chair à canon.

La CIA travaille à armer les milices kurdes dans une tentative d'inciter un soulèvement populaire en Iran, affirme CNN.

Le Pentagone n'est pas favorable à l'envoi de troupes américaines pour des combats au sol contre l'Iran, estimant que les pertes seraient beaucoup trop lourdes. Les États-Unis et Israël ont donc imaginé un plan : utiliser diverses factions kurdes comme chair à canon pour la guerre contre l'Iran. Les forces kurdes devraient participer à une opération terrestre dans l'ouest de l'Iran dans les prochains jours.

Le Parti de la Liberté du Kurdistan (PAK) a pu compter durant ces dernières heures sur une médiatisation occidentale de son unité féminine présentée comme un élément clé de ses forces.

Dirigée par Adila, âgée de 27 ans, cette unité se prétend prête à affronter les forces iraniennes.

C'est la CIA qui est chargée d'armer les forces kurdes en Iran. Le président Trump s'est entretenu personnellement avec des dirigeants kurdes ce week-end et, mardi, avec Mustafa Hijri, président du Parti démocratique du Kurdistan iranien, dont les camps ont été bombardés par des drones iraniens. En manipulateur invétéré, Benjamin Netanyahu est arrivé à la Maison Blanche avec des rapports précis des mouvements kurdes.

Reza Pahlavi voit les Kurdes comme un danger pour un «*Iran unifié*»

Des armes auraient été introduites clandestinement dans l'ouest de l'Iran par des agents israéliens lors des attaques de l'année dernière contre l'Iran. Les frappes israéliennes de ces jours-ci visent des avant-postes militaires iraniens le long de la frontière irakienne afin de faciliter la pénétration de groupes armés kurdes.

Mais armer les Kurdes, vus comme des séparatistes, agace par ailleurs beaucoup Reza Pahlavi, fils héritier du Shah d'Iran, que Trump envisage de ramener sur son trône en cas de renversement du régime des mollahs. Israël soutient son scénario car, contrairement à son défunt père (qui dénonçait le lobby juif aux États-Unis), Reza Pahlavi s'est rallié au sionisme.

Des combattants kurdes classés terroristes

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que les Kurdes sont très divisés – il existe pas moins de cinq partis kurdes iraniens – et que plusieurs factions kurdes se haïssent et ont des considérations idéologiques aux antipodes les unes des autres. Notons que le PJAK, principale force militaire kurde sur laquelle compte Trump, avait été désigné comme organisation terroriste par le Trésor américain en 2009. Et ajoutons encore que le PJAK est lié au PKK, parti communiste kurde et

véritable secte. En 2025, le PKK s'est dissous officiellement suite à l'appel de son leader Abdullah Öcalan à mettre fin à la lutte armée. Mais le PJAK a refusé de se dissoudre. Son co-dirigeant, l'émir Kerimi, a déclaré publiquement que le groupe ne se désarmerait ni ne se dissoudrait. Et précisons encore qu'accorder des droits ou une reconnaissance aux groupes kurdes en Iran, entraînera des protestations de la Turquie, pays membre de l'OTAN. Enfin, les monarchistes exigent des Kurdes un engagement en faveur d'un «*Iran unifié*» comme condition préalable à toute coopération.

Combien de divisions ?

Dans tous les cas, les services de renseignement américains restent sceptiques quant aux ressources humaines dont disposent les Kurdes iraniens pour mener des combats significatifs en Iran. Que pèseront au mieux quelques milliers de combattants kurdes contre des centaines de milliers de soldats des Gardiens de la révolution et des Bassidj ?

Quant aux mouvements d'opposition iraniens qu'évoque fréquemment Trump dans ses discours, ils n'ont en réalité aucune influence en Iran.

J-C – Je crois qu'on peut se fier à cette source, ce qui n'est pas coutume !

L'Iran frappe les infrastructures américaines de communication militaire au Moyen-Orient

Les images satellite montrent des dommages à proximité de l'équipement vital sur les sites dans au moins cinq pays.

https://www.nytimes.com/2026/03/03/world/middleeast/iran-strikes-us-military-communication-infrastructure-in-mideast.html?unlocked_article_code=1.QlA_K1o.USw48OiFyn8R&smid=url-share

Les derniers développements.

- Hegseth : les États-Unis mettent fin aux règles de guerre «*politiquement correctes*»

Le secrétaire américain à la Guerre, Pete Hegseth, a déclaré lors d'une mise à jour que les guerres «*stupides*» et «*politiquement correctes*» du passé étaient à l'opposé de l'approche actuelle du pays. Selon lui, ces conflits se caractérisaient par des objectifs «*flous*» et par des règles d'engagement «*restrictives*» et «*minimalistes*». Il a ajouté que cela ne se reproduirait plus et que l'ensemble des pouvoirs — les siens, ceux du commandement central et ceux conférés par le président — seraient désormais utilisés «*au maximum*».

- Le prix du baril de Brent dépasse les 92 dollars et celui du WTI franchit les 90 dollars Les cours du pétrole ont fortement progressé ce 6 mars, le Brent dépassant 92 dollars le baril à Londres pour la première fois depuis le 12 avril 2024, tandis que le brut américain WTI a franchi 90 dollars à New York. Le marché est soutenu par des inquiétudes persistantes autour du Moyen-Orient et des effets sur l'approvisionnement mondial. RT 6 mars 2026

- Trump exige la « *capitulation inconditionnelle* » de l'Iran Le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré qu'aucun accord avec l'Iran ne serait possible sans « *capitulation inconditionnelle* ». Dans un message publié sur *Truth Social*, il a indiqué qu'après une telle capitulation et la désignation d'un dirigeant « *grand et acceptable* », les États-Unis ainsi que leurs alliés et partenaires travailleraient « *sans relâche* » pour sortir l'Iran « *du bord de la destruction* » et renforcer son économie.

- Le trafic de pétroliers à l'arrêt dans le détroit d'Ormuz Au cours des dernières 24 heures, aucun pétrolier n'a franchi le détroit d'Ormuz, rapporte Bloomberg en se référant aux données du Joint Maritime Information Center (JMIC).

- L'Iran frappe des bases américaines dans le Golfe avec des missiles de « *nouvelle génération* » Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a affirmé que des missiles de « *nouvelle génération* » avaient frappé des bases américaines situées dans des pays du Golfe. Les missiles du CGRI ont également visé plusieurs sites israéliens, notamment l'aéroport Ben Gourion, ainsi que les villes de Haïfa et Tel Aviv.

- Le pétrole pourrait atteindre 150 dollars le baril en quelques semaines, avertit le ministre d'Énergie du Qatar

Les prix du pétrole pourraient atteindre 150 dollars le baril dans les deux à trois semaines si les pétroliers ne parviennent plus à traverser le détroit d'Ormuz, tandis que les prix du gaz pourraient presque quadrupler par rapport aux niveaux observés avant l'escalade, pour atteindre 117 euros par MWh, a déclaré le ministre d'Énergie du Qatar, Saad Sherida Al-Kaabi, dans un entretien accordé au Financial Times.

Selon lui, la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran pourrait provoquer un choc majeur pour l'économie mondiale. Le ministre a averti que les prix du pétrole pourraient atteindre des niveaux record si les pays exportateurs d'hydrocarbures du golfe Persique suspendaient leur production pendant seulement quelques jours.

Il a également indiqué que, même en cas de fin immédiate du conflit, le Qatar aurait besoin de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois, pour revenir à un cycle normal de livraisons. Cette situation fait suite à une attaque de drone iranien qui a frappé la plus grande installation de production de gaz naturel liquéfié du pays.

- Après des frappes iraniennes, les États du Golfe doutent des garanties de sécurité américaines

À la suite de frappes aériennes menées par l'Iran contre plusieurs pays du golfe Persique, intervenues après une opération conjointe des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, les États de la

région se retrouvent davantage impliqués dans l'escalade régionale et commencent à remettre en question les garanties de sécurité américaines, rapporte *Foreign Policy*.

Selon le magazine, de nombreux gouvernements du Golfe estiment désormais ne plus pouvoir compter pleinement sur la capacité, ni même sur la volonté des États-Unis, de les protéger face à de potentielles menaces sécuritaires.

Reuters 1er mars - Les responsables de l'administration Trump ont reconnu dimanche lors de briefings à huis clos avec le personnel du Congrès qu'il n'y avait aucun renseignement suggérant que l'Iran prévoyait d'attaquer les forces américaines en premier, ont déclaré deux personnes au fait du dossier, alors que la Maison-Blanche justifiait encore la veille ses frappes massives par la crainte d'une offensive iranienne « *peut-être préventive* ».

Lu.

L'attaque conjointe des États-Unis et d'Israël montre clairement que rien de ce que l'Iran aurait pu concéder n'aurait dissuadé les États-Unis de poursuivre leur objectif de longue date, qui consiste à contrôler le pétrole du Moyen-Orient et à utiliser Israël et les armées clientes de l'EIL/Al-Qaïda pour empêcher les nations souveraines de la région de prendre le contrôle de leurs réserves pétrolières. Ce contrôle reste un élément essentiel de la politique étrangère américaine. Il est essentiel à la capacité des États-Unis de nuire aux autres économies en leur refusant l'accès à l'énergie si elles ne se conforment pas à la politique étrangère américaine. C'est cette insistance à bloquer l'accès du monde aux sources d'énergie qui ne sont pas sous contrôle américain qui explique pourquoi les États-Unis ont attaqué le Venezuela, la Syrie, l'Irak, la Libye et la Russie.

L'attaque contre les négociateurs (la deuxième fois que les États-Unis font cela à l'Iran) est une perfidie qui restera dans l'histoire. Elle visait à empêcher l'Iran de s'engager sur la voie de la paix, avant que ses dirigeants ne puissent réfuter la fausse affirmation de Trump selon laquelle l'Iran avait refusé de renoncer à son désir d'obtenir sa propre bombe atomique.

Il serait intéressant de savoir combien de proches de Trump ont parié gros sur la flambée des prix du pétrole à l'ouverture des marchés lundi matin. La semaine dernière, les marchés ont largement sous-estimé le risque de fermeture du golfe du Mexique. Les compagnies pétrolières américaines vont faire fortune. La Chine et les autres importateurs de pétrole vont en souffrir. Les spéculateurs financiers américains feront également fortune, car leur production pétrolière est nationale. Ce fait a peut-être même joué un rôle dans la décision des États-Unis de mettre fin à l'accès mondial au pétrole du Moyen-Orient pour une période qui s'annonce longue.

Les perturbations commerciales et financières seront en fait si importantes à l'échelle mondiale que je pense que nous pouvons considérer l'attaque du samedi 28 février contre l'Iran comme le véritable déclencheur de la troisième guerre mondiale. Pour la plupart des pays du monde, la crise financière imminente (sans parler de l'indignation morale) définira la prochaine décennie de restructuration politique et économique internationale.

Les pays d'Europe, d'Asie et du Sud ne pourront s'approvisionner en pétrole qu'à des prix qui rendront de nombreuses industries non rentables et le budget de nombreuses familles inabordable.

La hausse des prix du pétrole empêchera également les pays du Sud de rembourser leurs dettes en dollars auprès des détenteurs d'obligations occidentaux, des banques et du FMI.

Les pays ne peuvent se préserver de l'imposition d'une austérité nationale, d'une dépréciation monétaire et d'une inflation qu'en reconnaissant que l'attaque américaine (soutenue par la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite, avec l'accord ambigu de la Turquie) a mis fin à l'ordre unipolaire américain – et avec lui au système financier international dollarisé. Si cela n'est pas reconnu, l'acquiescement se poursuivra jusqu'à ce qu'il devienne de toute façon insoutenable. (Michael Hudson 2 mars 2026)

France.

Même plus besoin d'aller voter pour plus de deux électeurs sur trois en France, ils n'existent pas ! Boycott !

- Sur 34 875 communes, 68 % n'ont qu'une liste pour les municipales. publicsenat.fr 3 mars 2026

J-C - Vous me direz, à quoi cela sert-il ou qu'est-ce que cela change, rien, nous vivons dans un monde merveilleux. C'est la démocratie imposée, ailleurs, c'est à l'aide de missiles, pas encore en France, mais cela pourrait venir !

Ils nous expliquent qu'à « *la désaffection des électeurs* », il faut dorénavant ajouter la défection des candidats aux élections parce que les citoyens se foutent de la politique ou elle les dégoûterait, il faut dire que malheureusement il y a de quoi pour plusieurs raisons, car j'entends par politique prendre en main son destin, l'inconscience collective domine hélas !

Quand bien même les travailleurs seraient tentés plus ou moins consciemment de se situer sur leur propre terrain de classe, on les en dissuade ou on leur fait comprendre qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, dont ils ne doivent se faire aucune illusion. Vaut mieux encore qu'ils pensent à autre chose ou qu'ils oublient tout cela, s'ils ne veulent pas déprimer davantage. De toutes manières, ils ne sont pas aptes à décider quoi que ce soit ou à gouverner, d'autres s'en chargent à leurs places, c'est ce qu'on leur fait comprendre aussi, circulez, il n'y a rien à voir ou à faire.

Certains résistent comme ils peuvent, ils sont une minorité, les autres subissent et restent passifs, constatant que la situation empire, les uns et les autres finissent par se détourner de la politique qui rime le plus souvent avec tristesse, malheur, souffrances, défaites, angoisse, tragédies, il faut une constitution robuste ou être mentalement équilibré, et disposer de conditions privilégiées pour tenir le coup, même les militants les plus aguerris flanchent, désertent ou baissent les bras, tout est fait pour, c'est également le piège tendu par les fossoyeurs du socialisme.

A un moment donné, vous regardez autour de vous, et vous constatez qu'il n'y a plus à rien à quoi vous raccrocher, vous décrochez à votre tour. Dans ces conditions, les militants comme moi se sentent bien seuls, sans pour autant rendre les armes, plutôt crever tout de suite. Je dois faire partie de ceux qui n'ont plus rien à perdre, qui ont perdu tout sens de la propriété, mais pas au point d'oublier que le corps qu'on a emprunté n'est pas éternel, alors vaincre ou mourir pour l'idéal humaniste le plus élevé les armes à la main, c'est plus digne ou honorable que crever de regret de quitter ce monde, inconscient, égoïste et bourré d'illusions jusqu'à son dernier souffle, ce que je ne souhaite à personne.

- "Ça ne va pas mobiliser les foules" : pourquoi il n'y aura qu'une seule liste candidate aux municipales dans plus de deux tiers des communes de France - franceinfo.fr 7 mars2026

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, il s'agit de la première élection depuis la réforme du scrutin municipal. En août 2025, une loi y a étendu le scrutin de liste paritaire déjà en vigueur pour les autres localités. Par ailleurs, un nombre minimum de candidats pour composer une liste est imposé.

Or ces petites communes sont les principales concernées par le dépôt d'une liste unique. Ainsi, sur les 25 000 de moins de 1 000 habitants, 78% sont dans ce cas, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Plus la localité est peuplée, moins le phénomène est répandu. Pour ces élections, une commune sur deux de 1 000 à 3 500 habitants compte une liste unique. Le pluralisme est encore plus fréquent dans les villes de plus de 3 500 habitants, où seules 17% d'entre elles ne verront pas s'affronter plusieurs candidats, bien que leur nombre augmente. Il a presque triplé depuis le scrutin de 2008, passant de 192 à 552.

La question de la mobilisation des citoyens préoccupe de nombreux élus. "J'ai des collègues qui regrettent de se retrouver seuls candidats, car ils ne trouvent pas ça très sain", témoigne un maire divers droite. *"Ça n'est jamais bon, un maire qui se fait réélire à 100%, ce n'est pas si confortable que ça, car on peut interroger sa légitimité si la participation est basse, et puis l'opposition peut émerger en interne"*, s'inquiète-t-il.

"La crainte de l'abstention, c'est quelque chose qui remonte chez nos adhérents", observe Eric Krezel, du côté des maires ruraux. De fait, les communes où seule une liste brigue la mairie sont surreprésentées parmi les villes où le taux de participation se situe en dessous de 40%.

Plus globalement, la désaffection des électeurs concerne tous les scrutins et s'est accentuée depuis plusieurs décennies. En 2008, la participation lors des élections municipales était de 66%, contre 63% en 2014 et 44% en 2020. Un décrochage qui s'explique toutefois par l'organisation du premier tour en pleine pandémie du Covid-19.

J-C - De fait, tous ces élus n'auront aucune légitimité.

Pour autant, il y en a qui clament, qu'il y en aurait qui seraient démocratiquement élus ou que la démocratie politique existe réellement dans ce pays, tout en proclamant que la Constitution de la Ve République est antidémocratique. Les mêmes, vous appellent à rompre avec, mais visiblement ils ne sentent pas vraiment concernés ! Ne vous marrez pas, car le plus fort, c'est qu'ils trouvent des militants pour adhérer à leur discours démagogique.

Etat juif.

Quand pourri rime avec Pourim et massacre.

Netanyahu affirme ouvertement vouloir massacrer les Iraniens - french.presstv.ir 05 March 2026

Alors que l'alliance israélo-américaine continue de cibler les civils, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a affirmé vouloir massacrer tous les Iraniens.

« *Nous lisons dans la portion de la Torah de cette semaine : « Souvenez-vous de ce qu'Amalek vous a fait. » Nous nous souvenons et nous agissons.* », a déclaré Netanyahu, comparant les Iraniens aux Amalécites.

Selon les sources juives, les Amalécites étaient l'une des tribus contre lesquelles les Israélites ont combattu. Ils avaient reçu l'ordre de massacrer tous les Amalécites, hommes et femmes, jeunes et vieux, enfants, et même animaux.

Au début de la guerre contre Gaza, le Premier ministre israélien a également assimilé les Palestiniens aux Amalécites. Pour rappel, le régime israélien a tué plus de 70 000 Palestiniens depuis qu'il a lancé sa guerre génocidaire contre le territoire assiégé en octobre 2023. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants.

Parallèlement, l'agence de presse israélienne Walla a rapporté que le fils de Netanyahu a été vu en train de danser lors de la cérémonie « *Pourim* », l'anniversaire du massacre des Iraniens, à l'époque de Xerxès Ier. Cette célébration, au moment de la guerre, a même suscité des critiques dans les milieux israéliens.

Dans un discours télévisé, Netanyahu a par ailleurs lié la cérémonie « *Pourim* », aux attaques contre l'Iran. Faisant référence à l'histoire du Livre d'Esther, il a affirmé qu'il répétait le même événement.

La fête de Pourim revient à un événement au cours duquel, selon les sources historiques, Esther la reine juive et Mardochée, par une conspiration, à l'époque de Xerxès Ier, ont permis la promulgation d'un décret qui a conduit au massacre des Iraniens.

La guerre de Pourim contre l'Iran - par Israël Shamir - unz.com 2 mars 2026

Le vilain petit secret derrière le timing de la guerre contre l'Iran.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne se flattent de se qualifier d'« Occident », mais il serait plus réaliste de les appeler l'État juif en devenir, ou « *Epsteinie* » (comme Albanie, Namibie, Abyssinie...). Nous venons d'apprendre que le président Trump avait déjà décidé d'entrer en guerre contre l'Iran il y a des semaines, et que la façade diplomatique mise en œuvre par deux promoteurs immobiliers juifs (Witkoff et Kushner) en son nom n'était qu'une manœuvre dilatoire pour occuper l'Iran jusqu'au moment fatidique. Quel était donc le but de cette pause diplomatique de Trump avant le début des hostilités ? Il y a une raison, certes honteuse, mais vraie. Trump et son supérieur, Bibi Netanyahu, étaient guidés par la magie de la Kabbale. Ils avaient convenu de mener cette attaque historique à une date particulièrement propice du calendrier juif, appelée Shabbat du Souvenir, le dernier samedi avant la fête de Pourim. Les faits sont incontestables : la communauté juive internationale a décrété la date de l'attaque et l'armée américaine a obéi comme un chien docile au signal.

Wikipedia décrit le Shabbat du Souvenir comme suit :

Le Shabbat du souvenir, ou Shabbat Zachor (en hébreu : רִכּוּז תְּבוּשׁ), est le Shabbat qui précède immédiatement Pourim. On y lit le Deutéronome 25:17-19 (à la fin de la Paracha Ki Teitzei), qui décrit l'attaque d'Amalek contre les juifs. Selon une tradition talmudique (et probablement sous-entendue dans la Meguila elle-même), Haman, l'antagoniste de l'histoire de Pourim, descendait d'Amalek. Le passage lu contient un commandement nous enjoignant de nous souvenir de cette attaque ; c'est pourquoi, lors de cette lecture publique, hommes et femmes s'efforcent d'écouter attentivement.

Tous les juifs sont non seulement tenus de se souvenir de cette date spéciale commémorant ce récit ancien, mais aussi de se venger ; c'est-à-dire de commettre un génocide contre celui que le Sanhédrin a désigné comme Amalek de notre génération. Un juif est obligé et sommé de tuer tous les hommes, femmes et enfants d'Amalek, y compris les chiens et les chats. Les petites bêtes, chatons et chiots sont souvent tués deux semaines plus tôt lors de la fête de Touchivat – les animaux domestiques sont jetés dans des bûchers selon la coutume séfarade. Les coutumes de Pourim (et du Shabbat précédent) sont notoirement horribles, comme le décrit Elliot Horowitz dans son ouvrage *«Reckless Rites : Purim and the Legacy of Jewish Violence»*. Martin Luther avait fait remarquer que les juifs considéraient tous les dirigeants chrétiens (qu'ils considèrent comme leurs oppresseurs) comme des Haman [pour bien comprendre l'histoire de Haman et Esther, et le rapport des juifs à la Perse de Babylone, voir l'article de 2006, par Shamir : *«Le syndrome de Haman»* ndt] des temps modernes, et qu'il était donc de leur devoir religieux de les discréditer et de chercher à les renverser. [Il avait également noté que les juifs voyaient le Christ comme une figure similaire de roi/oppresseur, peut-être parce que dans la Septante, Haman est crucifié.] N'oubliez pas que la Septante est la traduction grecque du texte biblique original non altéré, tandis que la Bible hébraïque moderne a été mise à jour à de nombreuses reprises au fil des ans par des érudits juifs.

Les juifs internationaux proches de Netanyahou (y compris ceux de la coalition gouvernementale israélienne) ont une longue tradition d'accomplissement de leurs devoirs professionnels et religieux selon les préceptes de la magie kabbalistique. Pour eux, la combinaison du premier coup porté lors du Shabbat du Souvenir et de la célébration de Pourim quelques jours plus tard est une tentation irrésistible. Ces insensés risquent de croire qu'ils sont guidés par une force supérieure, et c'est ainsi qu'ils courent à leur perte.

Pourim commémore le massacre de 75 000 Perses par les juifs ; et ce n'est pas un hasard si c'est la première fois que les juifs sont clairement mentionnés dans la Bible. C'est en quelque sorte un *«coming out»* pour les juifs. Les récits juifs les présentent souvent comme des victimes innocentes, et celui-ci ne fait pas exception. Les juifs de l'époque du Second Temple connaissaient la vérité et avaient gravé la capitale perse, Suse, dans la *«Belle Porte»* du Temple, signifiant ainsi que les juifs devaient se souvenir à jamais de leur séjour en Perse. Mais Netanyahou a oublié ce conseil de ses ancêtres légendaires.

Les premières bombes de la guerre Iran-Iran ont été lâchées par Mike Huckabee, l'*«ambassadeur américain»* favori de Tel-Aviv, lors d'une interview avec Tucker Carlson juste avant le début des hostilités. Huckabee a déclaré à Tucker qu'Israël avait le droit de s'emparer de la plus grande partie du Moyen-Orient, tout le territoire que les États-Unis pouvaient défendre, et que cela ne le dérangeait pas. Après cela, tout le monde est resté les bras croisés, attendant une date magique du calendrier kabbalistique. Les juifs avaient prédestiné que, le jour du Shabbat du Souvenir, les États-Unis et Israël attaquaient par surprise un Iran paisible et endormi ; un pays qui s'efforçait encore de coopérer avec les enquêteurs de l'ONU, qui poursuivait des négociations de paix avec deux juifs, et qui ignorait tragiquement la signification historique de cette date pour les juifs. Les forces d'attaque ont assassiné avec audace l'ayatollah Ali Khamenei, l'équivalent musulman du pape catholique. Israël considère tout dirigeant non juif comme Haman et donc comme une cible légitime

: Ron Unz l'a expliqué dans cet essai. Les juifs aiment assassiner les dirigeants, une pratique qui était passée de mode depuis la guerre de Trente Ans.

L'Angleterre, la France et l'Allemagne ont obéi aux ordres de Tel-Aviv. Cela signifie que des juifs ont réussi à prendre le pouvoir dans ces pays. L'Allemagne a été contrainte d'accepter la domination juive avec l'occupation américaine de 1945. Aujourd'hui, il est illégal pour un Allemand de porter un keffieh palestinien ou de réclamer une Palestine libre. La France était relativement libre en 1960, lorsque de Gaulle avait le pouvoir de chasser l'OTAN. Au fil des années, les juifs ont renforcé leur emprise sur les médias. Le cinéma français est mort, les hommes politiques français sont à genoux devant Lord Rothschild et, en l'an de grâce 2026, tous les partis français sont profondément judéo-infiltrés. Marine Le Pen, figure emblématique de ce qui passe pour du nationalisme français, a approuvé l'attaque de Pourim contre l'Iran et a promu son successeur juif élu. L'Angleterre a toujours été le berceau du sionisme chrétien, et Starmer est un parfait exemple de «*shabbat-goy*» pour représenter le «*gouvernement du shabbat*» britannique.

Mais pourquoi les juifs sont-ils prêts à engager autant de capital politique pour la perspective incertaine de ruiner l'Iran ? On comprend pourquoi Trump est si prompt à trahir le mouvement MAGA : il n'a pas à se poser de questions ; en bon shabbat goy, il doit obéir aux ordres de Tel-Aviv. Mais pourquoi les juifs, d'ordinaire si cauteux, agissent ainsi ? L'enjeu, c'est la splendeur de la mosquée Al-Aqsa, qu'il faudrait détruire pour ériger le Troisième Temple, le vœu ultime des juifs. Et l'Iran est le seul pays au monde à s'y opposer. Tous les autres États musulmans ont été intimidés et se soumettent aux ordres américains.

Dès l'attaque surprise contre l'Iran, la mosquée Al-Aqsa a été fermée par l'armée israélienne, et les musulmans palestiniens ne peuvent plus y accéder. En plein Ramadan, cette situation est particulièrement douloureuse pour les croyants. L'histoire de la mosquée Al-Aqsa et de la volonté juive de la détruire est longue. J'en ai déjà parlé dans La Pierre angulaire de la violence.

Pour faire court, je vais en citer un extrait :

De nombreux juifs et leurs alliés sionistes chrétiens estiment que la beauté inestimable du Haram al-Sharif, les mosquées de Jérusalem datant du VII^e siècle, devrait être détruite et qu'un temple juif devrait être érigé sur leurs ruines. Pourquoi cela ? Les explications, historiques et eschatologiques, sont diverses. Il ne s'agit ni d'une quelconque justice historique, ni d'un acte relevant de la prière, car le judaïsme traditionnel interdisait tout contact avec la Montagne du Seigneur. Certains juifs à tendance mystique croient que cet acte instaurerait une domination juive totale et irréversible sur le monde. D'ailleurs, cette croyance n'est pas l'apanage de quelques excentriques ou extrémistes, ni même des seuls sionistes, mais bien une conviction largement répandue.

Les grands médias occidentaux présentent généralement le conflit comme une opposition entre musulmans et juifs. Mais pour ces juifs, ce conflit oppose juifs et non-juifs. À leurs yeux, le Mont du Temple est un anneau de pouvoir magique, qu'ils devraient s'approprier le moment venu. À l'instar de l'Anneau du Seigneur des Anneaux de Tolkien (le professeur britannique était un homme très érudit), il devrait faire naître le Messie. Pour les mystiques juifs, ce Messie n'est pas le Messie chrétien. Selon eux, le Messie n'est pas un Jésus bienveillant porteur d'un message pour toute l'humanité. Leur Messie asservirait à jamais les nations de la terre et ferait du peuple élu les maîtres de l'univers. Leur Messie, le Seigneur Asservisseur des Peuples de la Terre, est l'Antéchrist des prophéties.

Les Arabes hors de Terre sainte ont été soumis et cela leur importe peu. Partout, les musulmans sont la cible d'attaques incessantes de la part de multinationales médiatiques contrôlées par des juifs. Les

Palestiniens sont victimes d'un génocide pour leur attachement à la mosquée Al-Aqsa (la guerre à Gaza est appelée par les Palestiniens le «*déluge d'Al-Aqsa*»). La seule véritable résistance est venue d'Iran, menée par des théologiens persans qui comprenaient parfaitement la controverse du Mont du Temple. Aussi, bien sûr, l'Iran devait être bombardé pour Pourim. De toute évidence, une telle célébration devait s'accompagner du sacrifice rituel kabbalistique de jeunes filles, tel qu'exposé dans les dossiers Epstein. Cette pratique religieuse juive a été immédiatement mise en œuvre lorsqu'ils ont massacré plus d'une centaine d'écolières et lorsqu'ils ont délibérément ciblé la petite-fille de 14 mois du défunt ayatollah Khamenei.

Tel est le sort de la Perse, périssant sous le Lion de Juda (nom de code israélien : Opération Lion Rugissant). Mais comment les chrétiens s'en sortiront-ils en entrant dans l'arène face à un lion aussi affamé ? Mieux vaut ne pas coopérer avec de telles bêtes, car pactiser avec le diable, c'est s'exposer à un sort funeste. Devrions-nous consulter le calendrier kabbalistique pour connaître la date fatidique où le joug juif s'abattra sur nous ? Nous constatons que l'islam est ouvertement vilipendé par nos maîtres juifs. Croyons-nous vraiment que le christianisme sera exempté de tels agissements ? Ils qualifient déjà ouvertement la Bible de «*document antisémite*» !!! Nous savons tous que le conflit entre l'islam et le christianisme est orchestré par les juifs. Avec l'arrivée massive de musulmans conservateurs et bien intentionnés dans les pays occidentaux, nous prenons rapidement conscience que les points d'harmonie entre musulmans et chrétiens croyants surpassent largement ce que Mike Huckabee appelle «*notre patrimoine judéo-chrétien*».

Le temps presse pour les juifs. Aucun royaume juif n'a jamais duré plus de 80 ans et 2028 approche à grands pas. Des associations de parents d'élèves locales aux organisations internationales, chrétiens et musulmans se rapprochent, contournant ainsi leurs manipulateurs juifs. La guerre de Pourim contre l'Iran est un signe évident du désespoir juif. Ils ont déjà perdu toute crédibilité morale en bombardant les ghettos de Gaza. Cette dernière guerre juive est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et quand Israël tombera, soyez assurés qu'ils tenteront d'entraîner tout le monde dans leur chute. La première étape vers la fin de la guerre contre l'Iran est la résolution du génocide de Gaza. Une fois Israël neutralisé, le monde entier explosera.

J-C – Comme toujours avec ce genre d'article, on trouve de tout et n'importe quoi. A vous de trier.

Etats-Unis.

Le führer américain se voit octroyer des pouvoirs illimités.

La Chambre des représentants refuse de limiter les pouvoirs de Donald Trump contre l'Iran - France 24 6 mars 2026

La Chambre des représentants américaine a refusé jeudi 5 mars de limiter les pouvoirs de Donald Trump dans la guerre contre l'Iran, lors du vote d'une résolution. La veille, le Sénat avait également refusé d'adopter une initiative similaire.

Les élus ont rejeté, à 219 voix contre 212, un texte présenté par le républicain Thomas Massie et le démocrate Ro Khanna obligeant le président américain à obtenir l'autorisation du Congrès avant de poursuivre la guerre contre Téhéran.

Mais si le Congrès est le seul habilité à déclarer la guerre, une loi de 1973 permet au président de déclencher une intervention militaire limitée pour répondre à une situation d'urgence créée par une attaque contre les États-Unis. France 24 6 mars 2026

Venezuela.

Etats-Unis et Venezuela vont rétablir des relations diplomatiques - AFP 6 mars 2026

Les Etats-Unis et le Venezuela vont rétablir des "*relations diplomatiques*" rompues en 2019, a annoncé jeudi le département d'Etat américain, Caracas réagissant en appelant à une relation de "*respect mutuel*".

"*Les Etats-Unis et les autorités intérimaires vénézuéliennes se sont mis d'accord pour rétablir des relations diplomatiques et consulaires*" pour "*faciliter les efforts conjoints*" vers la relance économique et la réconciliation, indique un communiqué du département d'Etat, sans autre précision.